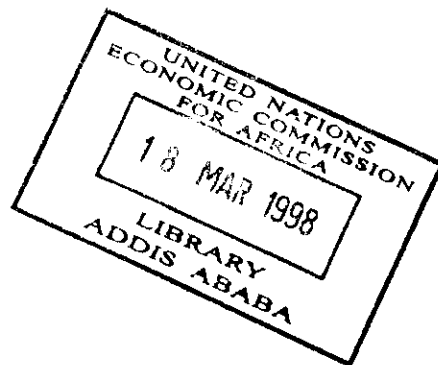




134



NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre de développement sous-régional (Afrique du Nord)

MAROC

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1996/97 ET PERSPECTIVES POUR 1998

Rapport provisoire

Décembre 1997

TABLE DES MATIERES

2	Résumé
3	Croissance globale et sectorielle
4	Agriculture
4	Energie et mines
5	Industrie et bâtiment
5	Transport, communication et tourisme
6	Investissement
6	Prix, salaires et consommation
7	Finances publiques
8	Monnaie, crédit et taux de change
9	Balance de paiements
10	Marché boursier
11	Population et développement rural
12	Emploi
13	Education et santé
14	Autres indicateurs sociaux
15	Perspectives pour 1998

RESUME

Selon les estimations préliminaires, le produit intérieur brut (PIB) s'inscrirait en baisse de 2,5% en 1997, contre une hausse de près de 12% un an auparavant. La contre-performance du secteur agricole (-33,5%) est, en grande partie, à l'origine de ce recul. Parmi les autres secteurs qui ont moins bien évolué par rapport à l'année dernière se classent : l'Energie, en particulier la branche « Electricité et eau », les Transports et communications, et le Commerce. Les secteurs qui se sont mieux comportés sont : les mines (+7%), en raison d'une conjoncture favorable au phosphate et à l'appréciation du dollar ; les bâtiments et travaux publics (+5%), soutenus par les investissements publics dans l'infrastructure routière (routes rurales et autoroutes) et le logement (programme de construction de 200.000 logements) ; le tourisme, qui a bénéficié de mesures spéciales, comme la baisse de la TVA de 14 à 10%. Au niveau des indicateurs de politiques économique, on peut noter un recul de près de 60% du déficit des finances publiques, qui représente à présent 2% du PIB contre 4,9% au titre de l'exercice 1995/1996. Les recettes de la TVA, de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sur les bénéfices des sociétés ont évolué mieux que prévu. Dans le même temps, les investissements publics ont régressé (-13,7%), ainsi que les charges de la dette publique, aussi bien interne qu'externe. Il en a résulté un doublement de l'épargne publique. En ce qui concerne les relations avec l'étranger, on observe une stabilité au niveau des échanges extérieurs, mais un recul de postes relativement importants pour l'économie marocaine, à savoir les transferts financiers des marocains de l'étranger et les recettes voyage. En revanche, les investissements et prêts étrangers se sont fortement accrus (+243%), en raison principalement des opérations de privatisation dans le

secteur pétrolier et la métallurgie (SAMIR et SONASID) intervenues cette année, ainsi que les opérations de conversion de dettes en investissements. Au total, le déficit des opérations courantes a augmenté moins vite qu'en 1996, s'inscrivant à 1,9% du PIB. Au chapitre des prix, l'indice du coût de la vie, pris comme indicateur d'inflation serait en baisse, malgré la mauvaise campagne agricole. Ce phénomène trouve son explication dans les retombés de la campagne exceptionnelle de 1996. La stabilité des indicateurs macro-économiques constitue un résultat positif pour l'économie marocaine. Cependant, les statistiques macro-économiques peuvent cacher des faiblesses structurelles. Dans le cas du Maroc, il s'agit, essentiellement, d'une économie vulnérable à la conjoncture extérieure et aux aléas climatiques, l'instabilité de la balance des paiements, dont la viabilité dépend pour une grande part des transferts des marocains de l'étranger et des recettes du tourisme, secteurs qui connaissent des difficultés depuis un certain temps. Le chômage est une préoccupation majeure des autorités. Il se situe, selon les chiffres officiels, à 17% de la population active. Quoiqu'il en soit, la marginalisation des jeunes, surtout les diplômés, sur le marché du travail, constitue une tendance que les autorités s'efforcent de renverser, en particulier par des programmes spéciaux. Selon les experts, la seule réponse durable à ce problème serait une croissance moyenne par an de 6 à 8%. Le Maroc a la capacité d'accéder à une croissance durable et soutenue de ce niveau, même si la croissance moyenne entre 1991 et 1996, soit 2,1%, a été à peine supérieure à l'accroissement démographique (1,9%), ce qui est évidemment insuffisant pour améliorer de manière significative le niveau et les conditions de vie de la population.

INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

	1995	1996	1997e	1998p
Croissance réelle du PIB (%)	-7	11.8	-2.5	6.5
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-4.1	-3.6	-2	-2.6
Taux d'inflation (% fin de période)	6.1	3	2	3.5
Taux d'intérêt (% moyenne Annuelle)	8.5	8.5	7	9
Taux de change FHS	8.47	8.8	9	9.5
Exportations (Milliards \$)	6.87	7.13	7.3	7.4
Importations (Milliards \$)	9.27	9.3	9.5	9.7
Solde commercial (Milliards \$)	-2.4	-2.17	-2.2	-2.3
Comptes courants (% du PIB)	-4.7	-1.2	-1.9	-2.5
Reserves de change	3.6	3.79	3.6	3.7
Mois d'importation	4.5	4.7	4.3	4.4
Ratio du service de la dette (%)	38.5	28.6	29.3	28.6

e : estimation, p : prévision

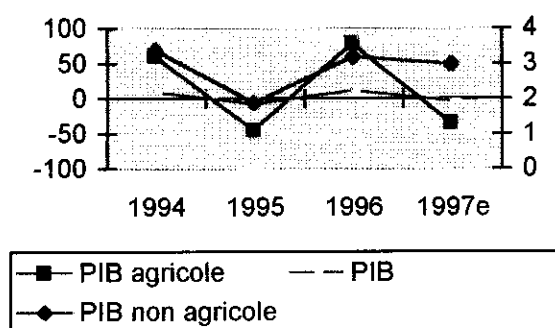
Sources : Informations nationales ; FMI ; Business Monitor International .

PRODUCTION

CROISSANCE GLOBALE ET SECTORIELLE

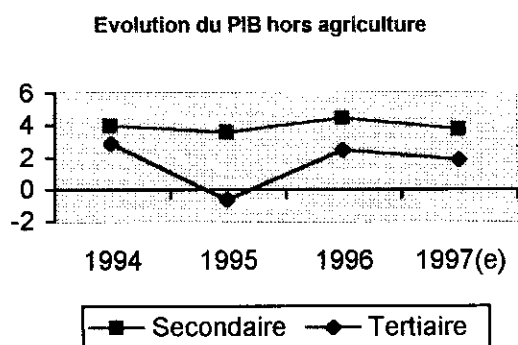
L'activité économique qui avait enregistré une croissance exceptionnelle au cours de l'année 1996 s'est inscrite en baisse en 1997 selon les dernières estimations officielles. Les résultats des comptes nationaux relatifs à cette année font état d'une régression de l'ordre de 2,5 contre une hausse de 12 % en 1996. L'activité agricole est, en grande partie, à l'origine de ce recul. La valeur ajoutée de ce secteur a enregistré une baisse en volume de 33,5 % par rapport à l'année précédente. Quant au PIB hors Agriculture, il a progressé de 3% durant la même période. L'évolution de l'économie nationale reste ainsi largement influencée par les conditions climatiques qui ont prévalu au cours de l'exercice considéré. Les taux de croissance observés durant la période 1991-1997, marquée par l'alternance de bonnes et de mauvaises

campagnes agricoles, reflètent bien cette caractéristique de l'économie marocaine. En effet, les années 1991, 1994 et 1996, caractérisées par de bonnes performances du secteur agricole, ont enregistré des taux importants respectivement de 7, 11,6 et 12 %. Toutefois, le reste des années, marqué par des sécheresses sévères ou des précipitations irrégulières, a accusé des baisses records : 4% en 1992, 1% en 1993, 7% en 1995 et 2.5% en 1997. On observe cependant, depuis 1995, une progression régulière du PIB non agricole. Exprimé au prix de 1980, le PIB a affiché au cours de la même période une augmentation moyenne de l'ordre de 2,6%, pratiquement équivalente à celle du PIB non agricole. Ce qui montre qu'en moyenne, l'effet des résultats des campagnes agricoles sur la croissance économique peut disparaître à moyen et long terme.



Source : Direction de la Statistique ; (e) : estimation

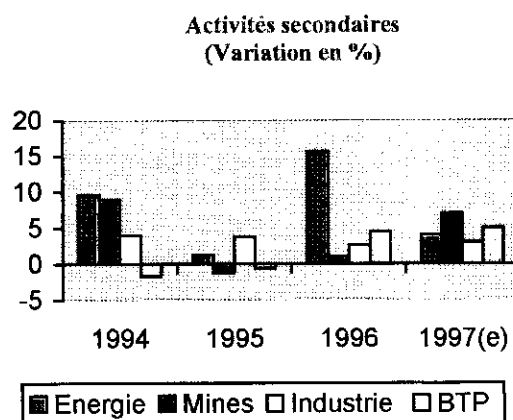
Rôle majeur de l'agriculture... Bien que ne représentant que 18 % en moyenne du PIB, ce secteur exerce un rôle moteur du fait de son influence sur l'industrie agro-alimentaire et de l'importance de la population rurale (près de la moitié de la population active).



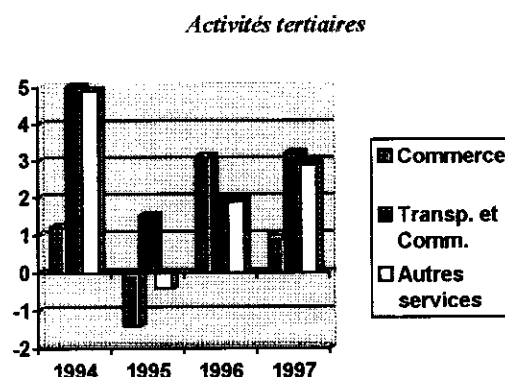
Source : Bank Al Maghrib ; Direction de la statistique

Effet d'entraînement... La contre-performance des activités agricoles rejaillit sur les autres grands secteurs d'activités, en particulier le tertiaire (commerce surtout).

Sources : EIU ; Direction de la statistique, Ministère de la Population



Stabilité relative... Le rythme de croissance des activités secondaires enregistre une légère décélération, en raison d'une croissance beaucoup moins forte du secteur de l'énergie. La conjoncture internationale a été favorable au phosphate et le programmes de construction de 200.000 logements (lancé en 1996) et de routes a soutenu les activités du BTP.



Compensation partielle... Fort recul du commerce; mais le tourisme et les transports et communications continuent leur progression, amorcée en 1996.

INDICATEURS SECTORIELS

AGRICULTURE.

Pour l'ensemble de l'année 1997, les estimations préliminaires font état d'une baisse de la valeur ajoutée en volume du secteur « **Agriculture, forêt et pêche** » de 33,5% par rapport à 1996. La pluviométrie a été irrégulière et mal répartie sur l'ensemble du territoire. Elle a été en baisse de 22% par rapport à la campagne précédente. Les surfaces cultivées ont été en recul de 20% durant la même période, entraînant une chute des récoltes de céréales de plus de 60%. La production d'agrumes a été d'un peu plus de 1 million de tonnes, en baisse de 21,4% par rapport à celle de la campagne antérieure. Pour le primeurs, la campagne d'exportation s'est pratiquement achevée, sur un volume de 233.000 tonnes environ, en hausse de 2,7% d'une campagne à l'autre. En matière de **production animale**, les dispositions prises pour sauvegarder le cheptel ont englobées: la mise à la disposition des éleveurs d'aliments composés et subventionnés; l'importation d'importantes quantités d'orge et la mise en œuvre d'une campagne de vaccination. L'amélioration de la couverture végétale a également contribué au développement du cheptel qui enregistre une hausse de 13,7%. Le secteur de

la **pêche** connaîtrait encore des difficultés et s'inscrirait probablement en baisse de 5% au terme de l'année, après le repli en volume de 28% observé en 1996, en raison de l'inadaptation des infrastructures portuaires et de l'insuffisance des équipements. Aussi, un plan de restructuration de toute la filière des produits de la pêche a-t-il été mis en place. Il vise à moderniser la flotte côtière avec l'appui de l'Etat, ainsi qu'à réaménager les circuits de stockage et de distribution.

	1995	1996	1997 est
Pêche ²	0,84	0,61	0,58
Céréales ¹	17,5	97,5	33,5
Agurmes ²	1	1,4	1,1
Légumineuses ¹	0,9	2,7	Nd
Cheptel ³	19,8	21,4	24,3

- (1) Millions de quintaux
(2) Millions de tonnes
(3) Millions de têtes

Sources : Ministère des pêches maritimes ; Ministère de la Population

ENERGIE ET MINES

Le secteur de l'énergie semble marquer en 1997 un ralentissement important, en particulier dans la branche électricité et eau. Dans le raffinage de pétrole, la tendance à la baisse, observée en 1996, après plusieurs années de croissance n'était somme toute que passagère. Ce renversement est imputable à la reprise de l'activité de raffinage : 1844 mille tonnes de pétrole ont été traitées durant les quatre premiers mois de l'année, en progression de 7,2% par rapport à la même période de 1996. Cette hausse doit essentiellement à la reprise de la demande de fuel émanant des centrales thermiques. La production d'électricité de ces unités a augmenté, en effet, de 5,6%, passant de 3475 MKW/H au cours des 4 premiers mois de 1996 à 3671 à la même période une année plus tard. En matière de politique énergétique, le développement des capacités de production a été poursuivi parallèlement à

l'extension du réseau, notamment en milieu rural. L'objectif des autorités est de porter le taux d'accès à l'électricité de 35% actuellement à 60% en l'an 2000 et 100% en 2010. Dans le domaine des mines, les indications disponibles à fin avril 1997 semblent signifier une accélération de la reprise observée en 1996. La production de phosphates, de loin le principal minerais (près de 80 % de la production minière du pays) s'est ainsi inscrite en hausse de 14,5% au cours des quatre premiers mois de l'année comparativement à la même période de l'année 1996. Pour consolider son rang de premier exportateur mondial de phosphates, l'Office chérifien des phosphates (OCP) a signé des accords avec des partenaires étrangers en vue de développer de 15% la capacité globale de transformation des phosphates bruts et de 30% la production d'acide phosphorique.

Production d'énergie (variation annuelle en %)

	1995/96	1996/97(c)
Production totale	15,6	5,0
Dont :		
- Produits pétroliers	-12,3	7,2
- Electricité	24,5	5,6

* Variation entre les 4 premiers mois des deux années.

Indice de la production minière(Base 100 en 1992)

	1995	1996	1997(c)
Indice général	105,6	108,2	115,8
- Phosphates	106,1	108,9	124,1
- Autres	103,6	106,1	nd

.. Nd : non disponible

Source : Ministère chargé de la population

INDICATEURS SECTORIELS

INDUSTRIE ET BATIMENT

La croissance dans le secteur industriel s'est poursuivie en 1997 à un rythme plus élevé que celui observé un an auparavant. Les estimations préliminaires font état d'un accroissement de 4% au lieu de 2,6% en 1996. Cette accélération semble provenir d'un comportement relativement meilleur cette année qu'en 1996 de la branche de l'agro-alimentaire dont l'indice a progressé de 5,5% entre les deux premiers trimestres des années 1996 et 1997, contre seulement 1,2% entre le premier trimestre de 1996 et celui de 1995. Les résultats agricoles exceptionnels de 1996 ont donc soutenu l'activité dans ce secteur. La hausse du rythme de croissance de la production industrielle proviendrait aussi d'une nette accélération de la croissance de l'indice de la production des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques. Cet indice s'est accru au cours du premier trimestres de 1997 de 4,6% contre une croissance de 3,2% durant les trois premiers mois de 1996. La branche « Textiles et Cuirs », qui pèse pour plus de 22% dans l'indice de la production industrielle et 42% des exportations industrielles totales semble par contre marquer une certaine décélération par

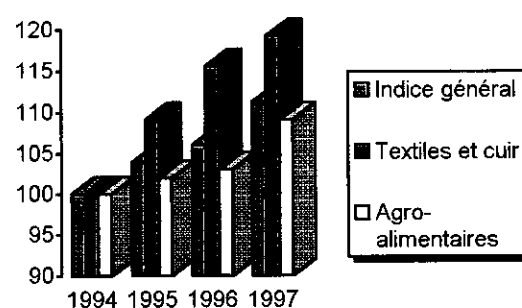
rapport à l'année passée, son indice n'ayant augmenté que de 3,3% entre le premier trimestre de 1996 et celui de 1997 contre 8,3% une année auparavant. Cette décélération s'explique par un léger recul de l'activité de la branche filature et du tissage. L'industrie de confection de la lingerie et de la chemiserie dont la production est destinée en grande partie à l'exportation a, quant à elle, accusé une baisse du fait de la concurrence extérieure. S'agissant du secteur « Bâtiment et Travaux publics », les principaux indicateurs laissent apparaître une poursuite de la relance amorcée en 1996 après la régression observée au cours des dernières années. La réalisation d'un certain nombre de projets inscrits dans le programme de construction de 200.000 logements, malgré les retards et les difficultés de financement des terrains et des capacités de production, ont eu des effets positifs sur l'activité du bâtiment tant en 1996 qu'en 1997. Les travaux publics ont bénéficié du programme auto-routier. Selon les estimations officielles, l'ensemble du secteur devrait enregistrer, au terme de l'année en cours, une progression de la valeur ajoutée en volume de plus de 5% contre 4,4% entre 1996 et 1995.

Croissance annuelle de la production industrielle
(en pourcentage)

	1995-96	1996-97
Ensemble des industries	3,3	5,3
Industries agro-alimentaires	1,2	5,5
Textiles et cuirs	8,3	3,3
Industries chimiques	2,3	nd
Industries mécaniques-metall	3,2	4,6
Autres industries	1	7,1

Source : Ministère chargé de la population

Indices de la production industrielle (1994=100)



TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME

L'année 1997, pour le secteur des transports et des communications, enregistre les effets de la faible campagne agricole, mais cette tendance est compensée par l'essor continu ces dernières années de l'activité des télécommunications. Il en résulte une estimation de la croissance de ce secteur de 2,5% par rapport à l'année 1996, en termes de valeur ajoutée en volume. Le tourisme national a bénéficié, pour sa part, d'une reprise sensible amorcée en 1996 après trois années consécutives de baisse d'activité, comme le reflètent la progression, au cours des 6 premiers mois de l'année, du nombre de touristes de 6,3%, des nuitées de 8,4% et du trafic aérien passagers de 6,3%. Le secteur, qui souffrait de la concurrence étrangère et de facteurs structurels qui ont entravé son

développement a sans doute profité des mesures prises par les pouvoirs publics pour renforcer la compétitivité des entreprises touristiques. C'est ainsi que la TVA applicable à leurs transactions a été ramenée de 14% à 10% à partir du 1er juillet 1996. De même, de nouvelles structures chargées de la promotion du secteur ont été instituées, tels les Groupements régionaux d'intérêt touristique. D'autre part, le Maroc a adhéré à l'Organisation du tourisme euro-méditerranéen, qui a vu le jour le 20 septembre 1996, avec pour siège social la ville de Rabat, dont l'objectif est d'œuvrer pour la mise en place d'une stratégie de coopération régionale dans les domaines de l'information, de la promotion et de la formation en matière touristique.

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

INVESTISSEMENT

L'investissement intérieur brut enregistrerait un accroissement sensiblement supérieur à celui de l'année 1996, soit 6,3 % de mieux. la croissance la plus forte (10%) viendrait du secteur bâtiment et travaux publics. Le taux d'investissement serait en augmentation, mais sans atteindre son niveau d'il y a deux ans. On peut remarquer un certain manque de vigueur de l'investissement public, compensé toutefois par une forte hausse des investissements directs étrangers, suite aux mesures de libéralisation prises en matière de change (convertibilité monétaire et libre transfert des revenus des capitaux investis), à la rationalisation et la simplification du code de l'investissement, au dynamisme de la Bourse de

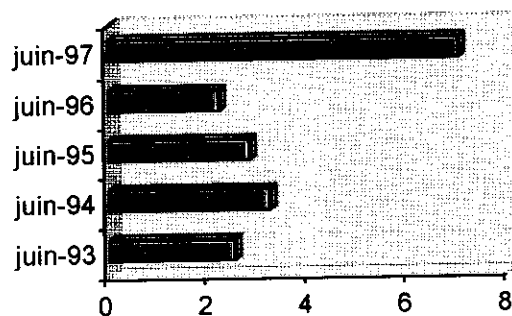
Casablanca. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir, à la suite de nombreux contrats signés avec de grands groupes étrangers. Le français THOMSON devrait ainsi investir 300 millions de dollars pour l'installation d'usines de production de composants électroniques. La firme coréenne DAEWOO s'est engagée à investir près de 1 milliard de dollars d'ici l'an 2000 dans divers secteurs, en particulier l'hôtellerie, les télécommunications, l'électronique et l'automobile. Au total, on s'attend à ce que les investissements étrangers atteignent le niveau record de 10,5 milliards de dirhams (plus d'un milliard de dollars), soit le double du niveau moyen enregistré durant la période 1990-1996.

Investissement intérieur
(en % du PIB)



Après le fort recul de 1996, le taux d'investissement s'est inscrit en hausse...

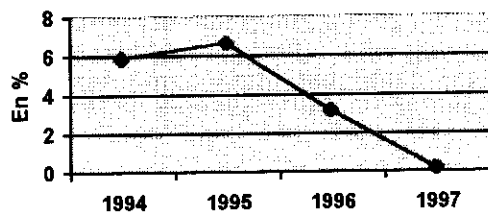
Investissements étrangers
(milliards de dirhams)



... sous l'effet du bond des investissements privés (+243%), les investissements publics ayant baissé de 14%.

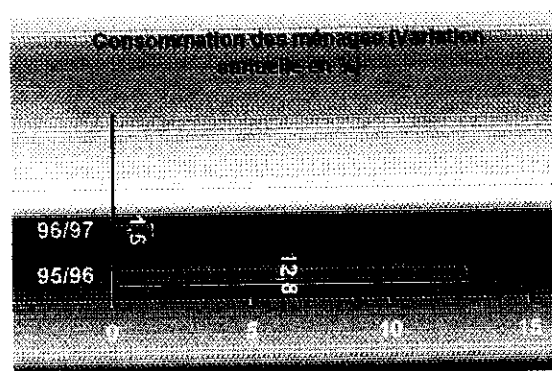
PRIX, SALAIRES ET CONSOMMATION

Variation de l'indice du coût de la
vie (de juin 94 à juin 97)



Décélération continue... La mauvaise campagne agricole aura finalement eu peu d'impact sur le coût de la vie en raison des retombées des récoltes records enregistrées en 1996. En effet, on observe une décélération de l'indice moyen du coût de la vie pour le premier semestre 1997 de 0.2% contre 3,4% en 1996 et 6,7% en 1995. Pour la fin de l'année, on estime que l'ICV ne dépasserait pas 2%, contre 3% en 1996 et 6,1% en 1995.

Source : Direction de la statistique



Regression... Malgré la hausse du salaire minimum légal de 10 %, du taux mensuel des allocations familiales et des pensions, le rythme de croissance de la consommation des ménages a réculé, du fait de la baisse des revenus agricoles, se situant à 1,5% durant l'exercice considéré contre 12,8 % durant l'exercice précédent, soit une quasi stagnation de la consommation par habitant..

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 1996/97 a été caractérisé par une réduction des déséquilibres budgétaires, mais au prix d'une régression des investissements publics, compensée toutefois par les investissements de source privée. La limitation des dépenses et l'amélioration du rendement de la fiscalité se sont traduites par un doublement de l'épargne publique durant l'exercice budgétaire considéré. Dans le

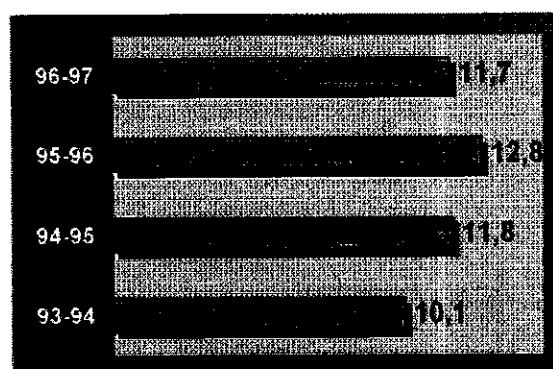
même temps, le gouvernement a consenti des allègements fiscaux destinés à soutenir l'investissement privé et la croissance. Par ailleurs, la hausse des recettes des privatisations a contribué à dégager des ressources supplémentaires. Au total, le déficit budgétaire en pourcentage du PIB, s'est établi en baisse, passant de 4,9% en 95/96 à 2 % en 96/97.

Finances publiques
(En milliards DH)

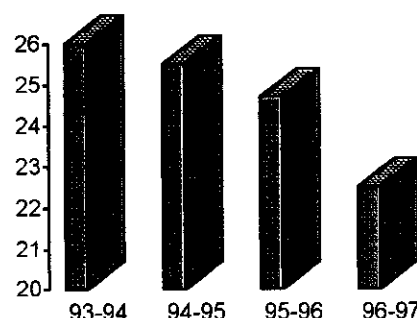
	1995-96	1996-97	Var. en %
Recettes ordinaires	71,2	79,7	12,0
Dépenses ordinaires	65,0	67,4	3,7
Solde ordinaire	6,2	12,3	99,2
Investissement	21,3	18,3	-13,7
Déficit/Excédent global	-15,1	-6,0	-59,9
Financement intérieur du déficit	14,3	10,0	-30,3

Source: Ministère des Finances

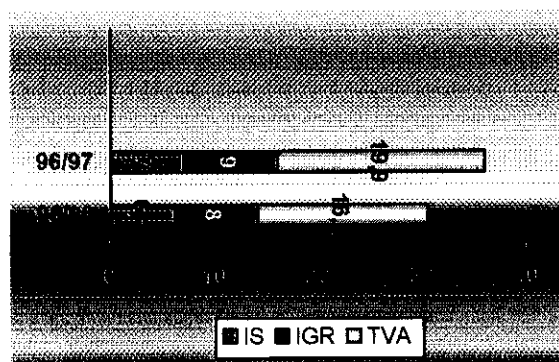
Intérêts de la dette intérieure publique (en % des recettes ordinaires)



Service dette extérieure publique (en % des recettes ordinaires)



Reccettes budgétaires (milliards de DH)



La baisse du déficit budgétaire, de 4,9% du PIB pour la période juillet 1995-juin 1996 à 2% du PIB pour l'exercice 1996/1997 est due, d'une part, au recul des investissements publics (-13,7%) et des charges de la dette publique (intérieure et extérieure) et, d'autre part, à l'amélioration des recettes de la TVA, de l'impôt sur le revenu (IGR) et des prélèvements sur les bénéfices des sociétés (IS).

La dette extérieure du Maroc, estimée à 23 milliard de dollars, soit 60 du PIB, a bénéficié de nouveau cette année d'une mesure de conversion en investissements, de la part de la France, sur un montant de 1,4 milliards de francs (240 millions de dollars). Cet accord suit celui, intervenu en février, et portant sur 600 millions de FF et l'annulation de 400 millions de FF. Parallèlement, des négociations sont en cours avec l'Espagne (qui a déjà reconverti 48 millions de dollars de créances en investissements) et l'Italie pour des accords de même type. Le Maroc s'est engagé à ne plus recourir aux opérations de rééchelonnement de dette, après la dernière intervenue en 1992. Malgré ces progrès ont été faits pour ramener la dette à des proportions soutenables, la situation demeure fragilisée par la vulnérabilité de la production et des exportations à la conjoncture extérieure et aux aléas climatiques ainsi qu'à l'instabilité de la balance des paiements (en particulier le tourisme et les transferts des Marocains de l'étranger).

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

MONNAIE, CREDIT ET TAUX DE CHANGE

La création monétaire résulterait, en 1997, principalement de l'expansion des créances sur le trésor et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des autres composants de la contrepartie de la masse monétaire, toutefois à un rythme deux fois moindre qu'en 1996. L'ensemble des disponibilités monétaires progresserait ainsi de 4,1 %, dans un contexte de déprime

Disponibilités monétaires (milliards de DH)

	1995	1996	1997
Disponibilités monétaires			
- Montants	130	143,8	149
- Var. en %	6,0	5,8	3,6
Quasi-monnaie			
- Montants	50,6	55	58
- Var. en %	10	8,7	5,5
Total			
- Montants	185,5	198,8	207
- Var. en %	7,0	6,6	4,1

Contrepartie de la masse monétaire

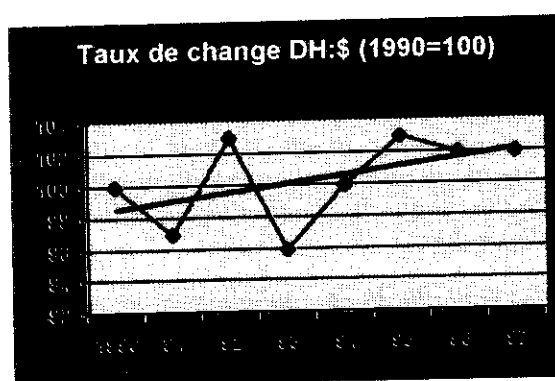
	1995	1996	1997
Avoirs extérieurs nets			
- Montants	34,1	36,3	37,8
- Var. en %	+17,7	6,4	4,1
Créances sur le trésor			
- Montants	74,2	76,4	80
- Var. en %	+15,7	3,1	4,8
Crédits à l'éco			
- Montants	91,4	100,9	104,6
- Var. en %	+15,2	10,4	3,7
Solde net des éléments monétaires	-13,2	14,8	15,4
Total	186,5	198,8	207

économique, contre 6,6 % un an auparavant. Les avoirs extérieurs nets continuent de progresser, pour atteindre 37,8 milliards de dirhams. Les réserves de change représenteraient ainsi, l'équivalent de 4,5 à 5 mois d'importation, contre quatre mois deux ans plus tôt. D'importantes réformes ont marqué, ces deux dernières années, la politique de crédit et celle des changes.

Réforme de la politique du crédit

Les limites imposées aux taux débiteurs ont été supprimées en février 1996, afin de permettre aux banques, de moduler les conditions de crédit suivant des critères objectifs de coût des ressources et de risques encourus. En favorisant la concurrence à ce niveau, les autorités escomptent une réduction des taux appliqués aux crédits bancaires. En réalité, ceux-ci n'ont que marginalement diminué, en dépit des efforts de la Banque centrale, englobant la réduction de ses taux directeurs et celle des ratios minimum du portefeuille obligatoire d'effets publics ainsi que la baisse, par le Trésor, des taux de ses émissions. Les autorités monétaires estiment qu'une décade significative des conditions débitrices ne saurait intervenir sans un appel plus large des entreprises aussi bien à leurs ressources propres qu'aux marchés des capitaux. Par ailleurs, le dispositif de contrôle indirect du crédit est désormais fondé sur le maniement du ratio de la réserve monétaire pour influencer les taux d'intérêt pratiqués par les banques, et donc la demande de crédit.

Taux de change DH:\$ (1990=100)



Appréciation...Au cours des années 90, le dirham s'est apprécié par rapport au dollar. Les opérateurs de certains secteurs d'activités continuent de réclamer une dévaluation pour relancer les exportations, ce que les autorités ont jusqu'à présent exclu, en arguant du fait que cela nuirait à la stabilité des prix et surtout, entraînerait un renchérissement de la charge de la dette, qui, bien qu'ayant reculé, continue de constituer un fardeau pour les finances publiques, d'autant plus que tout recours au rééchelonnement est écarté. En matière de système de change, celui-ci a été libéralisé, avec la convertibilité du Dirham et l'instauration d'un marché de change à terme.

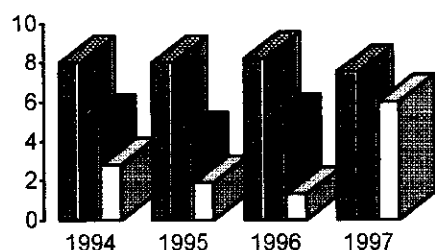
Sources : Banque Al-Maghrib ; Ministère de la population.

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

BALANCE DES PAIEMENTS

Les données observées, au cours des sept premiers mois de l'année 1997 révèlent un creusement, en glissement annuel, du déficit du commerce extérieur de 2,8%. Les exportations de marchandise ont progressé de 7,2%, sous l'effet principalement de l'augmentation des phosphates (+43%). Hors phosphates, les exportations sont restées stables (-0,2%) alors qu'elles s'étaient accrues de 4,8% en 1996. Cette évolution trouve son origine dans la baisse des exportations de produits agricole et de la pêche. Les importations ont progressé de 5,6% sous l'effet de la facture pétrolière qui s'est appréciée de 45%. Hors pétrole, les importations de marchandises ne se sont accrues que de 1,8% suite notamment à la baisse de 43,7% des importations de céréales. Les transferts financiers des Marocains de l'étranger et les recettes voyage sont toujours sur une courbe descendante, -5,4% et -4,5% respectivement, par rapport à la même période en 1996. Le montant des investissements et prêts privés étrangers s'est fortement accru, de 243% par rapport à 1996, en raison principalement des opérations de privatisation et des opérations de conversion des dettes en investissements (cf. chapitres « Investissement » et « Finances publiques »). Au total, le déficit des opérations courantes serait en hausse, passant de 490 millions de dollars en 1996 (1,2% du PIB) à 730 millions de dollars (1,9% du PIB) selon les prévisions non officielles. Selon les mêmes sources, les réserves seraient quasiment stables, passant de 3,8 milliards de dollars à 3,6 milliards, soit 4 mois et demi d'importations. Le ratio du service de la dette (charge de la dette en pourcentage des exportations de biens et de services) serait en légère augmentation (29,3% contre 28,6% en 1996). En matière de réforme, les autorités monétaires ont apporté en janvier 1997 un assouplissement aux règles de fonctionnement du marché des changes instauré en juin 1996, en autorisant les banques à traiter les opérations devises contre devises au comptant avec leur correspondants étrangers, ce qui a permis d'améliorer la liquidité du marché.

Evolution de quelques postes de la balance des paiements
En milliards DH (de juillet 94 à juillet 97)



■ Transfert RME ■ Recettes voyages □ IDE

Source : Direction des Etudes et Prévisions financières

Relations avec l'étranger

	1995	1996e	1997p
Export (md\$S. fob)	6,87	7,13	7,3
Import (md\$S. caf)	9,27	9,3	9,5
Solde com. (md\$S)	-2,4	-2,17	-2,2
Balance comptes courants (md\$S)	-1,52	-0,49	-0,73
- en % du PIB	-4,7	-1,2	-1,9
Reserves (md\$S)	3,6	3,79	3,6
- mois d'import	4,5	4,7	4,3
Ratio du service de la dette (%)	38,5	28,6	29,3

e/p= estimation/prévision BMI

Sources : Bank-Al Maghrib, FMI, ; Business Monitor International

La politique commerciale du Maroc est orientée dès 1983 vers l'abaissement progressif des droits de douane ordinaires les plus élevés pour les ramener au taux de 25% tel que prévu au départ. De 400% en 1983, ils ont été progressivement ramenés à 35% en 1995 (à l'exception de quelques produits agricoles pour lesquels les taux ont été maintenus à 40 ou 45%). Le tarif douanier moyen se situe actuellement à 12,5%. Un taux minimum de 2,5% est à présent appliqué. La taxation douanière varie entre 2,5 et 26% pour les produits alimentaires, les matières premières et les biens d'équipement, et de 26 à 35% pour les produits manufacturés de consommation. Une taxe spéciale, appelée "prélèvement fiscal sur les importations (PFI)", applicable en principe à toutes les importations à raison de 12,5 de la valeur c.a.f. des marchandises.

En matière de restrictions quantitatives, la situation a également beaucoup évolué par rapport à 1983. La liste C, qui regroupe les produits interdits à l'importation en l'absence d'une autorisation spéciale, a été éliminée en 1986. Le nombre de produits interdits a considérablement diminué et toutes les importations sont en principe autorisées, même si certaines sont encore assujetties à la clause de la concurrence intérieure. Le monopole d'Etat pour le commerce du sucre et du thé a été aboli en 1994. Les autorités se préparent à en faire de même en ce qui concerne d'autres produits comme les céréales, les produits pétroliers, l'huile (mesure repoussée de crainte d'un dérapage inflationniste). En juillet 1995, le Parlement a adopté une loi abolissant le monopole d'Etat sur l'importation des produits pétroliers.

TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

MARCHE BOURSIER

La nette reprise d'activité sur les **marchés de capitaux**, amorcée en 1996, s'est consolidée cette année. Le chiffre d'affaires réalisé par la **Bourse des valeurs de Casablanca** a atteint 19,3 milliards de dirhams à fin septembre 1997, soit plus que le volume réalisé sur les 11 premiers mois de 1996 (17,6 milliards). Les cours se sont appréciés, l'indice général s'établissant à 660,97 au 30 septembre 1997 contre 447,13 pour toute l'année 1996, soit en glissement annuel, une hausse de 47,8%. Compte tenu de cette appréciation des cours, la capitalisation boursière a affiché une expansion de plus de 54,5% et atteint 177,8 milliards de dirhams, soit plus de 54% du produit intérieur brut, taux qui n'excédait pas 3,6% en 1990. En vue d'insuffler davantage de dynamisme au marché boursier, un loi a été adoptée, dans le courant de l'année 1996, visant à élargir l'accès au marché grâce à des conditions d'inscription à la cote plus souples. Pour les émissions d'action, le capital minimum libéré des entreprises appelées à y émettre des actions a été fixé à 10 millions de dirhams, et la part minimale du capital social à

diffuser dans le public, à 15%. En ce concerne les titres de créances, le montant minimum réglementaire de 20 millions de dirhams a été réduit de moitié. Selon le Rapport annuel de Bank Al-Maghrib, des règles prudentielles, visant la solvabilité des sociétés de bourse ont été édictées au début de 1997. D'une part, leurs fonds propres ne peuvent être inférieurs au montant de leur capital social et, d'autre part, les soldes créditeurs des comptes de leur clientèle doivent, en permanence, être représentés, à l'actif, par des emplois liquides. Les sociétés de bourse sont tenues également de respecter un ratio de couverture des risques, inférieurs à 100%, constitué par le rapport entre leurs positions nettes et leurs fonds propres nets. La valeur totale des positions nettes prises par ces sociétés dans le cadre d'opérations de contrepartie sur les titres d'un même émetteur doit, en outre, être constamment inférieure à 40% de leurs fonds propres nets. Cette règle ne s'applique pas cependant aux valeurs émises ou garanties par l'Etat.

BOURSE DES VALEURS	31/12/95	31/12/96	30/10/97	Glissement %
Indice general	342,39	447,13	660,97	47,8
Capitalisation boursiere (MDH)	50.385	76.212	177.783	54,5
Volume transactions (MDH)	23.200	20.357	19.544	-

Source : Direction des Etudes et des Prévisions financières.

POLITIQUE ET INDICATEURS SOCIAUX

POPULATION ET DEVELOPPEMENT RURAL

La population qui était de 26 millions d'habitants en 1994 a été estimée en 1996 à 26,8 millions et passera, selon les projections récentes du Ministère de la Population, à 27,3 millions en 1997 et 28,7 millions en l'an 2000. Son évolution se caractérise à la fois par un recul tendanciel de son rythme d'accroissement, chiffré actuellement à 1,73% par an (soit une augmentation moyenne annuelle d'environ 464.250 personnes), et par la diminution de la proportion des jeunes de moins de 15 ans, laquelle passerait de 35,4% en 1996 à 34,6% en 1997 et à 32,3% en 2000. Au plan de la répartition spatiale, la population urbaine continuerait d'augmenter en passant de

14,1 à 14,5 millions d'habitant entre 1996 et 1997 et à 18,8 millions en 2000, soit un rythme d'accroissement de 2,8%, ce qui portera sa part dans la population totale à 55,2% contre 52,5% actuellement. La population rurale resterait pratiquement stable : 12,7 millions en 1996, 12,8 en 1997 et 12,9 en 2000. Cependant, des disparités notables entre milieu rural et urbain persistent et le taux d'analphabétisme ne se réduit que très lentement. En outre, l'augmentation irréversible de l'urbanisation s'accompagne d'une montée du chômage qui touche davantage les femmes et les jeunes. Quant au chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, ses proportions sont demeurées préoccupantes.

Recul de la croissance démographique - les raisons

Baisse de la fécondité. La régression du taux d'accroissement de la population depuis une trentaine d'années, s'explique par la baisse du taux de fécondité qui s'est accélérée à partir de la décennie 80, notamment de la scolarisation prolongée des filles. L'indice de fécondité témoigne de cette corrélation puisqu'il varie en sens inverse du niveau d'instruction. Globalement, cet indicateur, qui était de 7 enfants en 1962, est tombé à 3,1% en 1996. Il s'établit cependant à 4,04 pour les femmes non alphabétisées, à 2,36% pour celles qui ont fréquenté l'école primaire et à 1,89 pour celles qui ont reçu une formation de l'enseignement secondaire ou supérieur. L'affaiblissement de la fécondité s'accompagne d'un rétrécissement de la pyramide des âges, les moins de 15 ans, qui représentaient 42,2% de la population totale en 1982, n'en constituant plus que 35,4% actuellement. La baisse de la part des jeunes a été plus accentuée dans les villes qu'en milieu rural, où le taux de fécondité est plus élevé.

Chômage des jeunes. L'importance du taux de chômage au sein des jeunes de moins de 35 ans se traduit par un recul de l'âge du mariage, ce qui tend également à freiner la progression démographique.

Amélioration de l'espérance de vie. L'espérance de vie, passée de 65 ans en 1987 à 68,5 ans dix ans plus tard tend à s'améliorer. Le taux de mortalité a fléchi en effet à 6,5 pour mille alors qu'il était de 11 pour mille en 1980. Néanmoins, des différences existent là encore entre milieu rural et urbain.

Programmes pour le développement du monde rural

Les pouvoirs publics ont mis en place un ensemble de programmes destinés à renforcer en équipements et infrastructures de base les zones rurales afin d'y favoriser la création d'emplois et d'activités et réduire l'exode rural. Ce programme comprend entre autres :

- un programme d'approvisionnement en eau potable, dont l'exécution est en cours et qui devrait durer 8 ans. D'un coût global de 10 milliards de dirhams, (un milliard de dollars) il porte sur la réalisation de 19.000 ouvrages de captage, 20.000 ouvrages de pompage et l'installation de 11.000 réservoir. Ce programme desservira 31.000 localités rurales et une population de 11 millions d'habitants ruraux.

- un programme de routes qui comporte 11.220 km pour un montant de 730 millions de dirhams environ, étalé sur huit ans, à raison de 1200 km en moyenne par an. L'objectif de ce programme, financé en partie par la Banque mondiale et l'Union européenne est le désenclavement de certaines zones rurales du pays.

- un programme d'électrification du monde rural, dont l'enveloppe financière s'élève à 816 millions de dirhams (83 millions de dollars). Il prévoit l'alimentation en électricité de 100.000 foyers par an. La réalisation de ce programme permettra d'atteindre un taux d'électrification rurale de 38%. ce taux était de 9% en 1995.

Inégalités villes - campagne

L'enquête nationale sur la population et l'emploi réalisé en 1996, a révélé des insuffisances considérables en matière d'infrastructure. Ainsi, l'approvisionnement en eau potable est assuré à hauteur de 14% en milieu rural contre 78% en milieu urbain. De même, la part des ménages disposant de l'électricité, bien qu'ayant doublé en dix ans, ne dépasse pas 14% contre 85% dans les villes. L'équipement des ménages en biens durables a connu une amélioration sensible tout en demeurant relativement faible. Pour réduire ces inégalités, les pouvoirs publics ont été amenés à mettre en place un programme spécifique pour le monde rural (voir ci-haut).

POLITIQUE ET INDICATEURS SOCIAUX

EMPLOI

Dans le domaine de l'emploi, la population active âgée de 15 ans et plus, occupée ou non, a été estimée en 1996 à 10 millions de personnes environ, dont 4,9 millions en milieu urbain, soit 34,6% de l'ensemble de la population vivant dans les villes. Le ministère de la Population estime que le taux d'activité serait en légère baisse en 1997, en raison d'un ralentissement de l'activité économique consécutif à une médiocre campagne agricole. Ainsi, cette année est marquée au niveau de l'emploi rural par une forte baisse, de l'ordre de 20%. La population active urbaine en subirait les conséquences sous la forme d'une augmentation plus marquée qu'en 1996, soit 2,5%, en raison de l'exode rural. Cependant, selon les mêmes sources, cela ne devrait pas affecter le taux de chômage urbain, qui devrait même baisser de près d'un point, passant de 18% en 1996 à 17% en 1997. Ces estimations partent du fait que les activités non agricoles, localisées en majorité en milieu urbain progresserait de 3,5%, soit un

point de plus que le taux d'accroissement de la population active urbaine. En tout cas, les données disponibles pour le premier semestre de l'année 1997 indiquent un recul du chômage urbain à 16,1% (769.000 chômeurs) contre 17,7% à la même période en 1996. (868.000), au profit essentiellement des actifs non qualifiés. La catégorie la plus touchée par le chômage demeure les diplômés de niveaux moyen et supérieur avec des taux respectifs de 24,5 et 23% au 2ème semestre 1997. Les jeunes sont les plus marginalisés par le marché de l'emploi, avec un taux de chômage de 28,2% et 22,5% respectivement pour les moins de 25 ans et les moins de 35 ans. Par sexe, la part des femmes dans le total de l'emploi urbain (taux de féminisation) connaît une tendance à la baisse. En glissement annuelle, cette part est passée de 25,7% au premier semestre 1996 à 23% à la même période en 1997. L'industrie et le commerce ont fourni le plus d'emplois en 1997 (1er semestre), employant 45,4% d'actifs occupés.

Structure de l'emploi en milieu urbain

Indicateurs	1er semestre 1996	1er semestre 1997
Actifs occupés (millions)	3,9	4,0
Taux de féminisation de l'emploi	25,7	23,0
Structure de l'emploi selon le diplôme		
- sans diplôme	60,6	59,7
- Niveau moyen	25,4	25,8
- Niveau supérieur	14,2	14,4
- Non déclaré	0,1	0,1
- Total	100	100
Structure actifs occupés selon les secteurs d'emploi		
- Administration publique et collectivités locales	17,8	17,6
- Entreprises publiques et semi-publiques	3,3	3,3
- Secteur privé (y compris l'informel)	61,6	72,7
- Autres secteurs*	10,0	6,3
- Non déclaré	7,3	0,1
- Total	100	100
Structure de l'emploi selon les secteurs d'activité		
- Agriculture, forêt et pêche	7,2	4,7
- Industrie et artisanat	26,1	26,1
- Bâtiment et travaux publics	7,7	9,5
- Commerce	16,8	19,3
- Transports et communications	4,5	4,6
- Autres services	36,3	35,2
- Activités mal désignées	1,4	0,6
- Total	100	100

* Ménages, ONG, ambassades...

Source : Direction de la Statistique

POLITIQUE ET INDICATEURS SOCIAUX

(Emploi suite...)

Schéma de création de 20.000 emplois par an

Le gouvernement marocain a révélé les détails d'un schéma de création de 80.000 emplois d'ici l'an 2001, à raison de 20.000 par an. Ce plan mis au point par le Ministère de l'emploi et l'Office public de formation professionnelle, consisterait à donner aux jeunes diplômés une première expérience professionnelle en vue d'accroître leur chance d'accès au marché du travail. Après 18 mois de stage professionnel, les entreprises pourraient choisir de recruter le jeune stagiaire. Ce programme coûtera à l'Etat 500 millions de dirhams par an et sera financé en partie par les recettes des privatisations.

EDUCATION ET SANTE

Bien que représentant en moyenne un cinquième des dépenses budgétaires (hors services de la dette), le secteur éducatif du Maroc connaît du retard par rapport aux autres pays de la région. Le taux d'alphabétisation a ainsi baissé, passant de 65% en 1982 à 55% en 1994 et même moins selon rapport du PNUD consacré au développement humain. De l'avis général, les services éducatifs sont fort peu développés en milieu rural, un facteur qui encourage l'exode vers les villes. Le gouvernement a toutefois pris l'initiative de restructurer le système éducatif afin que les enseignements et formation prodigués correspondent aux besoins réels des entreprises. En 1996, un projet conjoint avec le Canada a été mis en place afin de former 1300 étudiants en Administration des affaires (MBA) une fois achevée la construction de la nouvelle université de Casablanca. La politique gouvernementale est actuellement axée sur l'extension de la scolarisation en milieu rural, plus particulièrement parmi les filles, notamment dans le cadre du Programme des priorités sociales (BAJ1). Il a ainsi été procédé, cette année, à la construction de 3.300 classes en premier cycle fondamental et l'achèvement de 101 collèges, dont 62 en milieu rural et 26 lycées. La Loi de finance 97/98 consacre cette priorité, avec un accroissement de 11,7% du budget du ministère de l'Education nationale (14,9 milliards de dirhams). Cette enveloppe sera renforcée par une aide de l'Union européenne dans le cadre du MEDA d'un montant de 550 millions de dirhams consacrés à l'éducation de base en milieu rural.

En matière de santé, la Maroc doit, là aussi, rattraper le retard accumulé en matière d'infrastructure sanitaire. Les objectifs visés dans le domaine de la santé publique consistent à étendre la couverture en soins de santé de base pour atteindre à l'horizon 2002 :

- un établissement en milieu rural pour 700 habitants contre 9500 actuellement ;
- un établissement médicalisé en milieu rural pour 15.000 habitants contre 42.000 actuellement ;
- un établissement en milieu urbain pour 40.000 habitants contre 55.000 actuellement
- une densité médicale de un médecin pour 1500 habitant contre 2500 actuellement.

L'enveloppe globale consacrée au secteur de la Santé publique s'élève à plus de 3,5 milliards de dirhams, soit un accroissement de 11,5% par rapport à la Loi de finances 1996/97.

Indicateurs de l'éducation, 1994

	Taux d'alphabétisation, %	Taux de scolarisation, %
Maroc	42,1	59
Algérie	59,4	84
Egypte	50,5	87
Libye	74	66
Tunisie	65,2	86

Source : ONU, Rapport sur le Développement humain, 1997

Le secteur éducatif du Maroc devrait connaître un développement important dans les années, compte tenu des investissements prévus par la loi de finance 1997/1998.

Population ayant accès aux services sociaux (1990-1996, %)

	Services de santé	Eau potable	Assainissement
Maroc			
- Rural	50	18	18
- Urbain	100	94	69
Algérie			
- Rural	95	60	61
- Urbain	100	96	93
Egypte			
- Rural	90	61	26
- Urbain	100	97	80
Tunisie			
- Rural	80	89	94
- Urbain	100	100	98

Source : ONU, Rapport sur le Développement humain, 1997

Déséquilibre... Les campagnes sont de loin bien moins loties que les villes; ce déséquilibre est encore plus prononcé au Maroc que dans les pays voisins.

POLITIQUE ET INDICATEURS SOCIAUX

AUTRES INDICATEURS SOCIAUX

DEVELOPPEMENT HUMAIN, 1994

Des progrès restent à faire en matière de développement humain, et de la participation des femmes dans les activités politiques, même si le Maroc occupe dans ce dernier domaine le 1er rang en Afrique du Nord (le nouveau Parlement, issu des dernières législatives, ne comprend toutefois que 2 femmes). C'est pour pallier à cette situation que la Loi de finance 1997/1998 consacre près de 40% du budget de fonctionnement et d'investissement au secteur social, soit 30 milliards de dirhams (environ 3 milliards de dollars), constituant ainsi un accroissement de près de 15% par rapport aux efforts consentis par le budget précédent.

Quelques indicateurs du développement humain

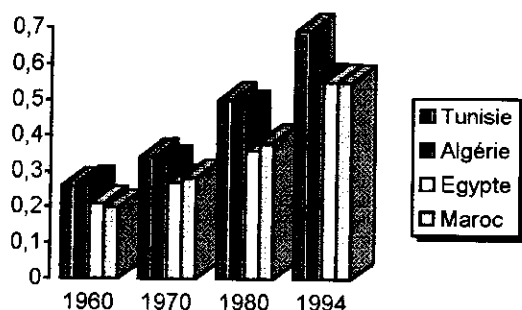
	IDH	ISDH	IPH, %
Libye	0.801	0.655	18.8
Tunisie	0.748	0.668	24.4
Algérie	0.737	0.614	28.6
Egypte	0.614	0.555	34.8
Maroc	0.566	0.515	41.7
Mauritanie	0.355	0.341	42.2
Soudan	0.333	0.306	47.1
Pays en dev.	0.576	0.555	-

IDH : Indicateur du développement humain

ISDH : Indicateur sexospécifique du développement humain

IPH : Indicateur de pauvreté humaine

Evolution comparée de l'IDH



Source : ONU, Rapport sur le Développement humain, 1997

HABITAT

Selon les projections du ministère chargé de la Population, pour faire face au déficit accumulé et aux besoins nouveaux dus à la croissance démographique dans les villes, il faudrait construire chaque année près de 165.000 logements, soit trois fois le niveau des réalisations annuelles actuelles. Pour l'an 2000, les besoins atteindront près de 1.300.000 logements. Pour faire face à la seule croissance démographique urbaine, il faudrait construire près de 98.000 logements par an d'ici l'an 2000. Un programme de construction de 200.000 logement a été lancé en 1995, niveau jugé insuffisant, car, à supposer même un rythme de réalisation rapide (ce qui n'est pas le cas actuellement), le déficit en l'an 2000 sera de l'ordre de 900.000 logements, si d'autres programmes n'interviennent pas entre temps. Les objectifs actuels intègrent le relogement de 100.000 habitants pour un coût total de 6 milliards de dirhams.

Projet pilote de lutte contre la pauvreté

Les pouvoirs publics ont engagé, avec l'appui du Programme des nations Unies pour le développement (PNUD), un projet pilote de lutte contre la pauvreté urbaine et périurbaine, pour un coût total de 2 millions de dollars sur trois ans. Il s'agira de renforcer les capacités locales dans le domaine de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté et d'améliorer, à partir d'actions concrètes d'intégration spatiale, sociale et économique, les conditions de vie des populations défavorisées. Le projet prévoit ainsi la mise au point de programmes pratiques de formation, d'information et de sensibilisation destinés aux populations démunies. Dans ses objectifs, le projet intègre une contribution à l'élargissement de l'accessibilité des services sociaux de base (eau potable, électricité, hygiène...), l'amélioration des conditions de logement, l'aide aux enfants abandonnés, aux handicapés et aux personnes âgées et la lutte contre la délinquance juvénile. La contribution du PNUD à ce projet s'élève à 1 million de dollars, sous la forme d'un soutien financier et technique aux organismes de micro-crédit à travers le programme «microstart», destiné à promouvoir les activités créatrices d'emploi.

PERSPECTIVES A COURT TERME

PERSPECTIVES POUR 1998

Production globale. Les prévisions économiques pour 1998, telles qu'elles émanent des instituts de conjoncture (publics et privés), convergent vers un taux de croissance du PIB compris entre 6 et 7%. Ces prévisions sont basées sur l'hypothèse d'une récolte moyenne de 66 millions de quintaux de céréales et une évolution tendancielle d'environ 10% des produits de l'élevage, susceptibles de faire progresser la valeur ajoutée en termes réels du secteur agricole de 21% par rapport à l'exercice 1997. Ces prévisions sont d'autant plus fragiles qu'il restent tributaires des aléas climatiques. Les autres secteurs évolueront ainsi selon le Centre Marocain de Conjoncture (CMC) :

Production minière et énergétique. La poursuite de la reprise mondiale des produits est prévue, de sorte que l'activité minière devrait enregistrer une croissance d'environ 6% en volume. La production énergétique serait tirée vers le haut (+8,5%) en raison de la reprise industrielle, bien que l'évolution soit plus incertaine dans ce domaine.

Industrie manufacturière. Le secteur continuerait de progresser à une cadence de l'ordre de 3,5% en volume. Toutefois, le resserrement de l'offre de crédit opéré par les banques, suite, en partie, aux difficultés financières dans laquelle se trouve actuellement un nombre important d'agriculteurs du fait des campagnes médiocres de 1995 et 1997 et les hésitations de certains opérateurs pour le

lancement de nouveaux projets risqueraient d'entraver cette tendance et la ralentir d'un à un demi point.

BTP. Ce secteur continuerait d'être soutenu par les grands projets publics en cours (routes, logement, infrastructure..) et devrait enregistrer une croissance de 6,5% en 1998.

Investissement. Il devrait connaître une évolution sensible en valeur nominale de 11%. Le taux d'investissement s'inscrirait toutefois en baisse par rapport à 1997, à 21,3%, compte tenu de l'atonie qui affecterait encore les dépenses d'investissement publiques.

Finances publiques. Les dépenses ordinaires du Trésor connaîtrait une hausse substantielle de 12% alors que les dépenses d'équipement ne devraient progresser que de 5,4%; Coté ressources, les prévisions des principales grandeurs fiscales, fondées sur une reprise économique, concouraient vers une évolution globale des recettes de l'ordre de 10%.

Prix. La reprise économique s'accompagnerait d'une légère réactivation de mouvement des prix. L'indice du coût de la vie, pris comme indicateur d'inflation, évoluerait de 4%.

Emploi. Le redressement prévu de l'activité économique devrait entraîner un relâchement des contraintes sur le marché du travail, mais sans avoir un impact significatif sur la réduction du chômage, dont le taux se situerait à 16,5%.

Ressources et charges du budget général de l'Etat

En millions de dirhams

	1996-97		1997-98		Var en %
	Montants	Part en %	Montants	Part en %	
RESSOURCES					
- Recettes fiscales	61 328	69,3	69 720	73,5	13,7
- Recettes d'emprunt	14 300	16,1	13 000	13,7	-9,1
- Autres recettes	12 922	14,6	12 088	12,7	-6,5
- Total	88 550	100	94 809	100	7,1
CHARGES					
- Dépenses de fonct	50 605	51,4	57 578	53,9	13,8
- Dépenses d'invest	15 129	15,4	16 642	15,6	10,0
- Dépenses de la dette	32 627	33,2	32 513	30,5	-0,4
- Total	98 363	100	106 732	100	8,5
SOLDE	-9 812		-11 924		21,5

Source : Bulletin officiel